

SÉNAT

Paris, le 12 septembre 2006

Nos réf. : ID/TD/2006-556

ISABELLE DEBRÉ

SÉNATEUR
DES HAUTS-DE-SEINE

PREMIER ADJOINT
AU MAIRE DE VANVES


Monsieur le Professeur,

Vous m'avez fait part de vos préoccupations au sujet des conditions dans lesquels le projet de décret d'application de l'article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique entend organiser l'accès à la profession de psychothérapeute.

Monsieur Xavier Bertrand, Ministre de la Santé et des Solidarités, vient de m'informer de son intention de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour offrir aux patients - comme aux professionnels d'ailleurs - une information précise sur la qualité et le niveau de formation des professionnels concernés.

C'est ainsi qu'après concertation avec les organisations professionnelles, le ministre envisage de réserver l'usage du titre de psychothérapeute aux professionnels ayant suivi une formation de niveau master sauf pour les inscrits de droit, dont une grande partie a déjà un niveau master. Cette formation serait confiée à l'Université.

En espérant que ces éléments d'information seront de nature à vous rassurer sur les intentions du Gouvernement, je vous prie de bien vouloir trouver ici, Monsieur le Professeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Avec toute ma sympathie


Monsieur le Professeur Jacques PY
UFR 7
Université Paris VIII
2, rue de la Liberté
93526 SAINT-DENIS CEDEX



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Santé et des Solidarités

Le Ministre

Paris, le - 7 SEP. 2006

Madame le Sénateur, *Chère Isabelle,*

Vous avez appelé mon attention sur les préoccupations exprimées par Monsieur Jacques PY, Président de la Société française de psychologie et Professeur à l'Université Paris VIII, concernant le projet de décret d'application de l'article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 de santé publique, relatif à l'usage du titre de psychothérapeute.

L'article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique a pour objectif d'offrir tant au public qu'aux professionnels, qui en sont majoritairement demandeurs, une information sur la qualité et le niveau de formation des professionnels usant du titre de psychologue.

Cet article prévoit, d'une part, l'inscription de tous ceux qui font usage de ce titre sur un registre national auprès du représentant de l'État de leur département. Cette inscription est de droit pour les médecins, les psychologues et les psychanalystes régulièrement enregistrés dans les annuaires de leurs associations. D'autre part, dans le souci d'assurer à des patients vulnérables ou présentant une pathologie mentale, une prise en charge de qualité, il prévoit le principe d'une formation théorique et pratique en psychopathologie clinique pour les personnes faisant usage de ce titre, à définir dans un décret en Conseil d'État.

Le projet de décret d'application de cet article est en cours d'élaboration. Il a donné lieu à de nombreuses réunions de concertation bilatérales ainsi qu'à trois réunions de concertation plénières, regroupant l'ensemble des organisations professionnelles concernées : psychothérapeutes, psychanalystes, psychiatres, psychologues, universitaires. Lors de ces réunions, un document de travail, qui pourrait servir de base au futur décret, a été présenté et discuté avec les professionnels qui ont proposé un certain nombre d'amendements.

.../

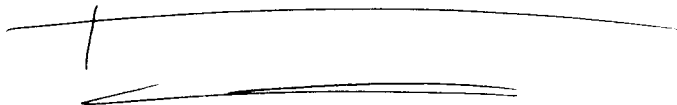
Madame Isabelle DEBRÉ
Sénateur des Hauts-de-Seine
Premier Adjoint au Maire de Vanves
SÉNAT
75291 PARIS CEDEX 06

Aujourd'hui, la phase de concertation s'achève et les grandes orientations de ce projet de décret sont les suivantes : la qualité des professionnels dépend du niveau de formation exigé, l'usage du titre de psychothérapeute serait donc réservé aux professionnels ayant suivi une formation de niveau master (exprimée en nombre d'heures théoriques et pratiques) sauf pour les inscrits de droit, dont une grande partie a déjà un niveau master, enfin la formation serait confiée à l'université.

Le Conseil d'État sera prochainement saisi sur un projet de décret.

En espérant que ces éléments vous permettront de répondre aux interrogations de votre correspondant, je vous prie d'agréer, Madame le Sénateur, l'expression de ma considération distinguée.

Bien à toi,

A handwritten signature consisting of a long horizontal line with a vertical stroke on the left side, and a shorter horizontal line below it.

Xavier BERTRAND